

Comité Consultatif d'Allocation des Ressources BFC

Section « Médecine d'Urgence »

Avis du 5 novembre 2024

Election du vice-président de la section médecine d'urgence

Aucune candidature n'ayant été proposée, à l'unanimité, ce point est reporté à l'ordre du jour du prochain Comité Consultatif d'Allocation des Ressources.

Renouvellement des arrêtés de régulation temporaire de l'accès aux services d'urgences

Conformément aux missions du Comité Consultatif d'Allocation des Ressources prévues à l'article R.162-29-1 du code de la sécurité sociale, et à l'article 3 de l'arrêté du 2 juillet 2024 relatif à la régulation temporaire de l'accès aux urgences, la section « médecine d'urgence » est consultée pour avis par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé sur le **renouvellement de la régulation temporaire à l'accès aux urgences** des établissements suivants :

Pour la Côte d'Or (21) : le Centre Hospitalier Universitaire de Dijon, l'Hôpital Privé Dijon Bourgogne.

Pour la Nièvre (58) : Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers.

Pour la Haute-Saône (70) : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, site de Gray.

Pour la Saône et Loire (71) : le Centre Hospitalier d'Autun, le Centre Hospitalier de Chalon-sur-Saône, le Centre Hospitalier de Mâcon, le Centre Hospitalier de Montceau-les-Mines, le Centre Hospitalier du Pays Charolais Brionnais, l'Hôpital Le Creusot.

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.ars.bourgogne-franche-comte.sante.fr



Question : Avis sur le renouvellement des arrêtés de régulation temporaire	10 votants
Favorable	9 votes (90%)
Défavorable	0 vote (0%)
Abstention	1 vote (10 %)

Il est précisé en séance, l'attente de l'arrêté ministériel permettant la mise en place de la régulation pérenne. La régulation au « coup par coup » n'offre pas suffisamment de visibilité aux CRRA15 et provoque des tensions sur les ressources humaines à déployer pour répondre à la situation.

M. le Dr Dreyfus indique pour la régulation de la Nièvre que son accord est conditionné par la concertation à mener entre le Centre Hospitalier de l'Agglomération Nivernaise et le CHU de Dijon sur les modalités de fonctionnement nécessaires pour cela.

Les membres s'accordent à l'unanimité sur la possibilité de procéder au recensement de l'avis du Comité Consultatif d'Allocation de Ressources de façon dématérialisée concernant le renouvellement des arrêtés de régulation lorsque les délais ne permettent pas de le faire en séance.

Modalités de répartition des mesures nouvelles 2024

La section médecine d'urgence du Comité Consultatif d'Allocation de Ressources est consultée sur les modalités de répartition des mesures nouvelles de la dotation populationnelle 2024.

Deux hypothèses sont présentées :

- Hypothèse 1 : utiliser les mesures nouvelles 2024 pour couvrir une partie du besoin de financement HELISMUR 2024, non compensé par le national.
- Hypothèse 2 : répartir les mesures nouvelles sur les 29 sites SU-SMUR en faisant jouer le modèle de la dotation populationnelle.

Question : Avis sur la répartition des mesures nouvelles 2024	10 votants
Hypothèse 1 : soutien des HéliSmur	7 votes (70%)
Hypothèse 2 : répartition entre les sites SU-SMUR	1 vote (10%)
Abstention	2 votes (20 %)

Le Comité Consultatif d'Allocation de Ressources exprime en séance son étonnement et son opposition face aux mesures nationales d'économie d'un montant de 1.102.992 € présentées dans les mesures nouvelles de la dotation populationnelle 2024 sans qu'aucun élément de fond ou projet structurant n'y soit rattaché. Les membres sollicitent davantage de transparence sur la méthode de calcul utilisée par le national et expriment la demande de maintien du financement intégral des HéliSmur.

Perspectives de travail des critères de la dotation populationnelle 2025

A l'unanimité, les membres s'accordent sur l'intérêt à compléter le groupe de travail par les compétences d'un médecin responsable de l'information médicale.

La continuité des séances du groupe de travail sera programmée dès le début d'année 2025.

Fait à Dijon, le 5 novembre 2024.



Le président,

Freddy SERVEAUX